



NUEVA ECONOMÍA FORESTAL
PARA LA ACCIÓN CLIMÁTICA:
Desarrollo Territorial e Innovación

RAPPORT

GCF TASK FORCE 16E RÉUNION ANNUELLE - SESSIONS DE TRAVAIL SUR LA NOUVELLE ÉCONOMIE FORESTIÈRE : BIOÉCONOMIE, INFRASTRUCTURES NATURELLES, PRODUITS DE BASE DURABLES, RESTAURATION ET CONDITIONS FAVORABLES



GOBERNACIÓN DE

CAQUETÁ



CAQUETÁ

OBRAS Y NO PROMESAS

16e réunion annuelle du GCF Task Force

Rapport des séances de travail sur nouvelle économie forestière¹

Caquetá, Colombie

Résumé exécutif	1
1. Établir une bioéconomie florissante	3
2. Infrastructures naturelles durables	4
a. Progrès en matière de REDD+ juridictionnel.....	4
b. Mécanismes de financement des bâtiments pour la protection du climat et des forêts : cogestion et conception	8
3. Matières premières durables	10
a. Surmonter les défis de la traçabilité : se préparer à la mise en œuvre du RDUE ...	10
b. Approches régénératrices : élevage bovin, agriculture et accès aux marchés	16
4. Conditions favorables à la nouvelle économie forestière	20
a. Lutter contre l'exploitation forestière illégale : améliorer l'accès à la terre, la gouvernance, la collaboration et les technologies.....	21
b. Relier les produits forestiers non ligneux de l'Amazonie au Pacifique	24
5. Restauration et résilience	27
a. Gestion intégrée des incendies : de l'Amazonie à la Californie	27
b. Restauration des écosystèmes : études de cas, défis et pistes de passage à l'échelle	31
Conclusion et prochaines étapes	33

Résumé exécutif

Lors de la 16^e réunion annuelle du Groupe de travail des gouverneurs sur le climat et les forêts (GCF Task Force) à Caquetá, en Colombie, les États et provinces membres, les dirigeants des communautés autochtones et locales, les acteurs du secteur privé et les organisations de la

¹Ce rapport est basé à la fois sur des notes humaines et sur des transcriptions et notes générées par l'IA. La version française de ce rapport a été traduite de l'anglais à l'aide de l'IA.

société civile se sont réunis pour co-construire des mécanismes ciblés d'investissement et de renforcement des capacités pour une nouvelle économie forestière dans les régions tropicales. S'appuyant sur le **Plan d'action de Manaus pour une nouvelle économie forestière** (2022) et sur les quatre composantes essentielles définies dans le **Plan directeur pour une nouvelle économie forestière** (2024), les séances de travail ont été organisées autour de cinq thèmes :

1. Établir une bioéconomie florissante
2. Infrastructures naturelles durables
3. Restauration et résilience
4. Matières premières durables
5. Conditions favorables à la nouvelle économie forestière

Ces sessions visaient à tirer parti de l'expertise des gouvernements infranationaux quant aux réalités de leurs juridictions et à relier ces réalités à de nouveaux partenariats et opportunités d'investissement. Ces interactions constructives et ces processus de co-construction sont plus que jamais essentiels. Face à la déforestation tropicale croissante qui menace notre existence même, nous avons plus que jamais besoin de solutions économiques, sociales et de gouvernance inclusives, durables et fondées sur la forêt, et mises en œuvre à grande échelle.

Plusieurs barrières transversales ont été identifiées :

- **Coûts élevés de préparation et de mise en œuvre** : Les obstacles financiers, tels que les coûts initiaux élevés liés à la validation/vérification JREDD+ et à la conformité au Règlement sur la déforestation de l'Union européenne (RDUE), limitent le déploiement à l'échelle infranational et la participation des petits exploitants.
- **Systèmes fragmentés et données non alignées** : un manque persistant d'alignement entre les plateformes de surveillance et les cadres de gouvernance crée des retards et une incompatibilité entre les systèmes.
- **Risques d'exclusion des petits exploitants** : La complexité des vérifications préalables, les coûts élevés de certification et les lacunes en matière d'infrastructures numériques dans les zones rurales risquent d'exclure les petits producteurs des chaînes d'approvisionnement formelles.
- **Instabilité politique et institutionnelle** : L'instabilité politique menace fréquemment la continuité des politiques à long terme, la confiance du public et leur mise en œuvre durable.

Des avancées juridictionnelles ont également été constatées :

- **Innovations dans les outils juridictionnels** : Les juridictions déploient des outils numériques pour assurer la conformité et la traçabilité (par exemple, CAR Digital 2.0 et

Green Passport du Mato Grosso, Green Seal/ Selo Verde d'Acre, le centre de surveillance complet et le système d'alerte précoce de Santa Cruz, et le système Guardian Forestal du Michoacán).

- **Mécanismes de financement innovants** : Des modèles financiers stratégiques émergent pour acheminer les ressources directement vers les acteurs et les communautés locales, notamment le Fonds pour l'avenir de l'Amazonie en Équateur et des mécanismes régionaux comme le Fonds d'agroécologie de la péninsule du Yucatan (FAPY).
- **Transition vers une production durable** : les juridictions développent l'agriculture régénératrice et les programmes de produits de base durables, en tirant parti des marques locales (par exemple, la viande CaLibre de Jalisco, sans déforestation) et des moteurs de marché comme la préparation du RDUE à formaliser les chaînes de valeur tout en améliorant l'accès au marché pour les petits producteurs.
- **Inclusion des pratiques autochtones et traditionnelles** : les connaissances et les systèmes autochtones comme *le chagras* à Vaupés, en Colombie, et la production traditionnelle de produits forestiers non ligneux au Pérou sont intégrés dans des cadres plus larges de bioéconomie et de restauration.

1. Établir une bioéconomie florissante

De la planification à la mise en œuvre : stratégies d'investissement et de durabilité pour promouvoir le développement socio-bioéconomique, parties 1 et 2

Consultez le rapport complet des sessions sur la bioéconomie ici :

https://www.gcftf.org/wp-content/uploads/2026/09/16th-AM-working-session-report-bioeconomy_FR.pdf

La session sur la bioéconomie s'est déroulée sur deux jours et les participants ont été répartis en groupes pour discuter des sujets suivants :

- Pourquoi le développement de la bioéconomie a besoin d'un leadership infranational et de quoi les dirigeants infranationaux ont besoin pour y parvenir
 - Le leadership infranational est essentiel à la construction d'une bioéconomie durable car il ancre les politiques dans les réalités territoriales spécifiques, permettant ainsi une priorisation efficace des produits stratégiques et l'intégration des infrastructures aux impératifs de conservation. Pour réussir cette transition, les dirigeants doivent surmonter les obstacles financiers et favoriser des partenariats multipartites qui autonomisent les communautés locales, tout en

mesurant le succès grâce à des indicateurs économiques, sociaux et environnementaux combinés.

- Créer les conditions et relier des voies d'investissement viables : collectivités, gouvernements et investisseurs
 - Comblant le fossé entre les communautés forestières et les investissements mondiaux exige de créer un environnement favorable, notamment des cadres réglementaires clairs et une gouvernance territoriale solide, ainsi qu'un renforcement ciblé des capacités des entreprises locales. L'agenda des deux prochaines années devrait privilégier les mécanismes concrets de mise en relation des communautés et des capitaux. Il pourrait s'agir, par exemple, d'assistance technique, de financements catalyseurs, de fonds de préparation de projets, de plateformes d'investissement et de partenariats avec des acteurs spécialisés dans les petites entreprises et les chaînes de valeur.
- Économies forestières communautaires : repenser la réglementation et la gouvernance de l'utilisation des terres
 - Pour accroître la participation communautaire aux économies forestières, il est indispensable de simplifier les cadres réglementaires grâce à des réformes souples et adaptées aux spécificités territoriales, réduisant ainsi les contraintes procédurales tout en préservant les garanties environnementales nécessaires. Par ailleurs, une gouvernance efficace de l'utilisation des terres requiert l'intégration des savoirs traditionnels et autochtones à l'innovation scientifique et à la sécurité juridique, afin de permettre aux communautés locales de participer à des chaînes de valeur durables sans compromettre leurs droits territoriaux ni leurs priorités culturelles.
- Pôles régionaux et un groupe de travail du Fonds vert pour le climat sur la bioéconomie : tirer parti de l'expérience pour façonner l'avenir
 - En Colombie, la priorité est de consolider une plateforme fonctionnelle qui relie les acteurs, comble les lacunes, accélère le développement des entreprises, active la demande et articule les instruments publics, la coopération, la science, les entreprises et les organisations de base.

2. Infrastructures naturelles durables

a. Progrès en matière de REDD+ juridictionnel

MODÉRATEURS :

- Syahrina D. Anggraini, directrice nationale du GCF Task Force en Indonésie

- Carlos Aragon, directeur national de la Force opérationnelle du Fonds vert pour le Brésil

INTERVENANTS :

- Lucia Madrid, directrice adjointe, responsable de l'équipe de protection et d'engagement des IPLC, Winrock /ART/TREES
- Fermin Chimatani Tayori, membre du comité mondial IPLC du GCF Task Force et président de La Asociación Nacional de los Ejecutores de Contratos de Administración de las Reservas Comunes del Perú (ANECAP)
- Florian Reber, vice-président principal, Développement commercial et partenariats, Chloris Geospatial
- Sassan Saatchi, PDG, CTrees
- Marcello de Lima Lelis, secrétaire à l'Environnement, aux Ressources en eau et au Climat, Tocantins, Brésil
- Daniel Graf Pérez, directeur général des ressources naturelles, Jalisco, Mexique
- Edu Effiom, directeur général du Conseil de l'État de Cross River sur le changement climatique, Nigéria
- Andrés Coloma, directeur de la gestion environnementale, Pastaza, Équateur
- Jaksilande Araújo de Lima, président de l'Institut sur le changement climatique (IMC), Acre, Brésil

PARTICIPANTS :

- Mariano Cirone, spécialiste des sauvegardes, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)
- Shannon Dilley, conseillère juridique principale et chargée de liaison avec les tribus, California Air Resources Board, États-Unis
- Francisca Oliveira de Lima Costa, Secrétaire spéciale pour les peuples autochtones - SEPI, Acre, Brésil
- Haerul Arifin Abdullah, directeur du département de l'économie et du développement, Papouasie Barat, Indonésie
- Estiko Wiradyo, chef de la division de la planification, Agence des forêts et de l'environnement, Papouasie, Indonésie
- Jimmy Walter Susanto, Directeur du Service des forêts, Papouasie Barat, Indonésie
- Gustavo Sánchez, membre du comité mondial IPLC du GCF Task Force et président de Red MOCAF



Cette session de travail a porté sur les mécanismes de financement climatique, la mise en œuvre des programmes REDD+ au niveau des juridictions, les exigences techniques et méthodologiques de la norme ART TREES, les outils de suivi technologique et les conditions institutionnelles nécessaires pour accéder aux paiements basés sur les résultats.

Norme ART/TREES

ART/TREES est une norme rigoureuse et exigeante en matière d'intégrité pour les initiatives JREDD+, nécessitant un haut niveau de compétences techniques et institutionnelles. Pour les juridictions souhaitant obtenir la certification ART/TREES, quatre facteurs de réussite ont été mis en avant :

- Communication directe avec le secrétariat de l'ART ;
- Participation précoce des acteurs locaux, notamment des peuples autochtones et des communautés locales ;
- Évaluation des capacités avant de passer à la vérification ; et
- Préparation à l'évaluation indépendante par l'organisation systématique de la documentation vérifiable et la conception de stratégies de participation.

Technologie, surveillance à distance et harmonisation des données

Les technologies d'observation de la Terre sont reconnues comme des outils stratégiques pour mesurer la déforestation, la dégradation des écosystèmes, la biomasse, le carbone et l'efficacité des programmes. Cependant, il existe un manque d'harmonisation entre les données nationales, les normes, les registres et les investisseurs. Les actions prioritaires pour relever ce défi comprennent :

- Intégrer les capteurs à distance, les séries historiques et les systèmes officiels pour établir une base de référence robuste et transparente ; et
- Harmoniser les critères entre les juridictions, les normes et les investisseurs afin de faciliter la diligence raisonnable et la prise de décision financière.

Expériences juridictionnelles

- Le Pérou a présenté une initiative REDD+ autochtone axée sur les territoires à forte couverture forestière et faible déforestation (HFLD), menée par des organisations autochtones et coordonnée avec le ministère de l'Environnement (MINAM).
- Le Tocantins, au Brésil, a démontré comment le pré-investissement a permis le développement de la veille territoriale, de la consultation sociale et de systèmes d'information tels que le Centre de veille géographique pour la gestion environnementale (Centro de Inteligência). Géographique em Gestão do Meio Ambiente , CIGMA). <https://cigma.to.gov.br/>
- Jalisco a souligné que le programme REDD+ peut être utile même si le volume de crédits est plus faible, car il structure les politiques publiques et renforce la réduction de la déforestation et de la dégradation des forêts.
- L'État de Cross River, au Nigéria, a mis en lumière les difficultés de coordination entre les gouvernements fédéral et infranationaux, ainsi que la nécessité de solutions productives, telles que le biochar et les plantations à croissance rapide, pour faire face à la pression exercée sur les forêts primaires.
- Pastaza, en Équateur, a mis en lumière la conservation communautaire, l'important couvert végétal indigène et la collaboration avec les populations et les nationalités dans un territoire difficile d'accès.
- Acre a présenté le système national d'incitations pour les services environnementaux (Sistema de Incentivos a Serviços Ambientais , SISA) comme une architecture consolidée de gouvernance, de paiements au résultat, de partage des bénéfices et de participation sociale.

Barrières

- Coût élevé (Jalisco, au Mexique, a indiqué que ses coûts s'élèvent jusqu'à présent à environ 150 000 dollars).
- JREDD+ requiert la mise en réseau, l'apprentissage entre pairs, la transparence, des mesures de protection robustes et un soutien technique continu.
- Il est nécessaire de réduire la désinformation et d'améliorer la communication publique sur l'intégrité de l'approche juridictionnelle.
- La participation sociale ne devrait pas se limiter à la validation de documents, mais devrait devenir un processus institutionnalisé, budgétisé et adapté au contexte culturel.

Actions prioritaires à entreprendre

- Consolider les mécanismes financiers permettant de couvrir les besoins en matière de préparation, de développement technique, de consultations et de vérification.
- Renforcer le cadre institutionnel qui garantit la continuité au-delà des changements politiques et administratifs.
- Concevoir des mécanismes de distribution des avantages transparents, participatifs et adaptés au contexte culturel.
- Intégrer les systèmes de production, la gestion des incendies, l'élevage durable, la conservation, la restauration et le suivi dans le cadre des stratégies REDD+ juridictionnelles.
- Créer une communauté de pratique ou des groupes de travail thématiques au sein du GCF Task Force pour un échange technique continu.
- Développer une base de données contenant un référentiel de documents, de bonnes pratiques, de modèles, d'exemples et de leçons apprises.
- Explorez la possibilité d'un fonds de roulement du GCF Task Force pour soutenir les phases de préparation, d'enregistrement, de validation et de vérification.
- Renforcer les capacités de négociation avec le secteur privé et les investisseurs, notamment par la mise en place de cadres de diligence raisonnable clairs.
- Mettre en place des protocoles de transparence et de communication pour regagner la confiance du public. Cela implique de gérer les attentes de la communauté de manière responsable et d'éviter les promesses prématurées concernant les revenus issus des crédits carbone.
- Fournir aux investisseurs des indicateurs de performance, un filtrage des risques et des preuves fiables.

b. Mécanismes de financement des bâtiments pour la protection du climat et des forêts : cogestion et conception

MODÉRATEURS :

- Jason Gray, directeur de projet, GCF Task Force
- Bruno Paladines, directeur pays pour l'Équateur, Groupe de travail du Fonds vert pour le climat
- Gustavo Sánchez, membre du comité mondial IPLC du GCF Task Force et président de Red MOCAF

INTERVENANTS :

- Basilio Velázquez Chi, membre du comité mondial IPLC du GCF Task Force et du Fonds agroécologique de la péninsule du Yucatan (Fonds Agroécologique Péninsule du Yucatán, FAPY)
- Neyra Silva Rosado, Secrétaire au développement durable, État du Yucatán, Mexique



Cette session de travail a porté sur les mécanismes de financement climatique, la mise en œuvre des programmes REDD+ au niveau des juridictions, les exigences techniques et méthodologiques de la norme ART TREES, les outils de suivi technologique et les conditions institutionnelles nécessaires pour accéder aux paiements basés sur les résultats.

Un mécanisme de financement régional au Yucatán, au Mexique

Le Fonds d'agroécologie de la péninsule du Yucatan (Fondo Agroécologique Le programme FAPY (Péninsule du Yucatán) agit comme un mécanisme régional qui reçoit des ressources de donateurs et les redistribue aux organisations communautaires, coopératives, organisations de producteurs, communautés autochtones, organisations paysannes et réseaux de collaboration. Le programme FAPY garantit aux communautés un accès direct au financement par le biais de petites subventions de 20 000 à 30 000 dollars destinées à la production agroécologique, au renforcement des capacités, à l'accès aux marchés, aux partenariats et au plaidoyer en faveur de politiques publiques.

Fonds d'avenir d'Amazon (Fonds) Futuro Amazonien ; FFA)

fiduciaire pour l'Amazonie (FFA) est un fonds de conservation novateur qui confère aux peuples autochtones (nations Shiwiar , Andwa , Sapara et Achuar) et aux gouvernements provinciaux (Morona Santiago, Pastaza et Zamora Chinchipe) un pouvoir égal et garantit la protection à long terme de l'Amazonie équatorienne. Il vise à soutenir les plans de vie autochtones, les plans provinciaux de gestion de la conservation et la mise en œuvre du programme REDD+ dans les juridictions du GCF Task Force en Équateur. Sa structure fiduciaire a pour objectif de préserver les ressources publiques, de mobiliser la coopération internationale et les donateurs privés, de renforcer les capacités de gestion et de garantir que les ressources parviennent aux communautés et aux territoires. Il est également équilibré en termes de genre, avec la participation des préfectures, des nationalités autochtones et des organisations constituantes.

Mécanismes financiers alternatifs pour le financement direct

L'Initiative de financement des droits fonciers communautaires et de la conservation (CLARIFI), une initiative de l'Initiative pour les droits et les ressources et de la Campagne pour la nature, mobilise des fonds publics et privés flexibles directement destinés aux peuples autochtones, aux communautés afro-descendantes et aux communautés locales. CLARIFI soutient également le Fonds territorial mésoaméricain, un mécanisme de financement alternatif conçu par l'Alliance mésoaméricaine des peuples et des forêts (Alianza) . L'AMPB (Mesoamericana de Pueblos y Bosques), par et pour les communautés autochtones locales, a créé une microbanque forestière à Publa afin de réduire la dépendance aux dons et de développer les compétences financières de la communauté.

3. Matières premières durables

a. Surmonter les défis de la traçabilité : se préparer à la mise en œuvre du RDUE

MODÉRATEURS :

- Rosa Maria Vidal, conseillère principale, Groupe de travail du Fonds vert pour le Mexique
- Akane Nishimura, chargée de programme, évaluation d'impact, Groupe de travail du Fonds vert pour le climat
- Pilar Saez Choquehuanca , GCF Task Force Pérou et mécanismes de développement alternatif (Mecanismos de Desarrollo Alternos , MDA)

INTERVENANTS :

- Rosa Olguita Celiz Cruz, vice-gouverneur , San Martín, Pérou

- Alejandro Mendez Lopez, Secrétaire à l'Environnement, Michoacán, Mexique
- Leonardo das Neves Carvalho, secrétaire à l'Environnement, Acre, Brésil
- Alex Sandro Antonio Marega , secrétaire exécutif à l'environnement, Mato Grosso, Brésil
- Lina Peñuela , coordinatrice du Fonds régional Amazonie - UK PACT, ambassade britannique à Bogota
- Jorge Carillo , conseiller technique, GiZ
- Angélica Narváez, Directrice - Pilier Bioéconomie, Alisos
- Guilherme Ponce, responsable du développement des relations extérieures, CDP
- Daniel Bedoya, représentant national pour la Colombie, le Panama et le Venezuela, Forest Stewardship Council (FSC)

PARTICIPANTS :

- Stefan Lees, directeur général, Systèmes de vie
- Jorge Vásquez, AICS Bogotá
- Fakhri Rhamadian Hidayat , Coordination pays, GCF Task Force Indonésie
- Yarely Ortiz Guerrero, coordonnateur régional, Alisos
- Carlos Blandón , responsable du programme, Fondation autochtone FSC
- Diego Pacheco, Gouvernement de Caquetá, Colombie
- Robert Helder , Gouvernement de Caquetá, Colombie
- Henry Bloomfield, directeur pays de la Force opérationnelle du Fonds vert pour le climat en Bolivie et directeur technique adjoint de la Fundación Natura Bolivie



Les réglementations et engagements internationaux, notamment ceux relatifs aux marchés exempts de déforestation, redéfinissent les conditions d'accès aux marchés pour des produits

de base tels que le cacao, le café, le bœuf, le soja, l'huile de palme, le caoutchouc, le bois et les avocats. La mise en œuvre de la traçabilité s'effectue au niveau local et requiert des capacités locales, l'interopérabilité des données, une coordination nationale et infranationale, la participation du secteur privé et des mécanismes incluant les petits producteurs.

Ces réglementations, notamment le RDUE, offrent l'opportunité de rationaliser les chaînes de production, de renforcer les systèmes d'information, d'instaurer la confiance et de faciliter l'accès au marché pour une production durable. Cependant, des défis importants subsistent, car la traçabilité implique de prendre en compte des enjeux de gouvernance, de légalité, de régime foncier, d'interopérabilité des systèmes, d'accès à la connectivité, de capacités techniques, de coûts de mise en conformité et de coordination entre les différents niveaux de gouvernement.

Cette session de travail s'appuie sur nos webinaires de préparation au RDUE, qui ont eu lieu en mars et mai 2026.

Perspectives des partenaires

La GiZ a partagé son expérience de l'Initiative Équipe Europe sur les chaînes de valeur sans déforestation (TEI), qui accompagne les pays partenaires dans la mise en œuvre équitable du RDUE. La traçabilité doit être axée sur les agriculteurs, ancrée dans les institutions et reposer sur une infrastructure ouverte et partagée. Les éléments constitutifs d'une infrastructure publique numérique (IPN) mondiale zéro déforestation existent déjà, mais nous avons besoin d'harmonisation, de gouvernance et d'un déploiement à grande échelle.

Le CDP a abordé la question de l'harmonisation des obligations de déclaration des entreprises et des gouvernements avec les exigences du RDUE, en soulignant que le devoir de diligence repose sur la collecte d'informations, l'identification des risques et leur atténuation.

<https://www.cdp.net/api/file/cdp-policy-explainer-on-the-eu-deforestation-regulation>

Le Forest Stewardship Council (FSC) a présenté ses outils de certification, largement reconnus et plébiscités par les consommateurs du monde entier. La certification FSC constitue une base solide pour la conformité au RDUE, certaines exigences du FSC (droits des propriétaires fonciers et des communautés autochtones, consentement libre, préalable et éclairé, droits des travailleurs, etc.) allant au-delà de celles du RDUE. Des modules complémentaires FSC optionnels permettent aux entreprises d'atteindre une conformité totale au RDUE.

Politiques, approches systémiques et conditions habilitantes

L'ambassade britannique en Colombie a partagé les enseignements tirés des programmes d'élevage durable et des chaînes d'approvisionnement sans déforestation. Le message principal était que la traçabilité ne peut être atteinte uniquement par la technologie ou le travail direct avec les producteurs ; elle exige une approche systémique impliquant les politiques publiques, les instruments financiers, l'assistance technique, les consommateurs, les centres de

recherche, les banques locales, les détaillants et les distributeurs. De plus, le passage à l'échelle supérieure doit être lié aux décisions politiques, aux incitations financières, à la demande du marché et aux protocoles de suivi, de notification et de vérification. L'adoption récente de la loi sur la traçabilité du bétail a été présentée comme une opportunité de transformation.

Exemples de Colombie

Alisos a présenté l'expérience de la Table ronde nationale sur la traçabilité du cacao, organisée dans le cadre de l'Accord « Zéro déforestation » signé par la Colombie en 2017. Cette table ronde, qui a réuni des acteurs des secteurs public et privé, des producteurs, des exportateurs, de la société civile et de la coopération internationale, a permis d'élaborer un guide de légalité, une analyse des alertes de déforestation géoréférencées et un répertoire sectoriel géré par la Fédération nationale des cacaoculteurs. Il a également été souligné que des outils similaires existent pour la production de café et d'huile de palme.

<https://legalitynavigator.efi.int/colombia-legality-due-diligence-tool-cocoa/>

<https://federaciondecafeteros.org/>

<https://sica.federaciondecafeteros.org/>

Besoins juridiques au Pérou

San Martín a exprimé des inquiétudes quant aux approches centralisées et a constaté que les gouvernements régionaux ne participent pas toujours efficacement aux systèmes nationaux. Il a également été noté que les financements internationaux destinés aux ministères nationaux n'atteignent pas toujours les juridictions concernées ni ne se traduisent par des résultats concrets au niveau local. La Libertad, nouveau membre du Groupe de travail sur le Fonds vert pour le climat (FVC), a présenté sa vision de la traçabilité et de l'augmentation de la valeur ajoutée des exportations agricoles durables, soutenues par l'assistance technique, les biotechnologies et l'organisation et le renforcement des petits exploitants agricoles.

Certification volontaire et pression du marché

L'État de Michoacán, au Mexique, a présenté l'exemple de la production d'avocats, une filière qui exerce une forte pression sur les forêts de nuages et les forêts de pins et de chênes. Le gouvernement de cet État a collaboré avec l'ONG Guardian Forestal pour développer un système d'alerte par télédétection et une certification volontaire (Avocat Pro-Forest). Malgré des ressources insuffisantes et l'absence d'autorité directe pour réglementer l'ensemble de la filière, Michoacán est parvenu à faire certifier environ 90 % de ses exportations, en s'appuyant sur la pression du marché, des alliances avec des organisations de la société civile et l'évolution des préférences des consommateurs américains.

Intégrer la gouvernance et les données

De nombreuses exigences du RDUE sont déjà satisfaites par le Código Florestal, une loi brésilienne nationale qui régit la protection et l'utilisation durable des forêts et de la végétation indigène. Acre a présenté une stratégie reposant sur deux piliers : le Système intégré de gestion de l'environnement et du changement climatique (Sistema Integrado de Meio). L'initiative « Ambiente e Mudanças do Clima » (SIMAMC), qui regroupe sept agences sous une gouvernance unique, et la mise en œuvre du Sceau Vert (Selo Verde), un système gratuit de traçabilité juridique, constituent des avancées majeures. Cet outil intègre les données existantes issues de la surveillance de la déforestation par satellite, du Registre environnemental rural (CAR), des embargos environnementaux et des informations relatives au travail forcé afin de délivrer gratuitement aux producteurs des certificats de conformité environnementale vérifiables. Un défi de taille demeure : comment réduire les inégalités d'accès au marché pour les petits producteurs de cacao et de café ?

Développement à grande échelle des matières premières durables

Le Mato Grosso, premier État producteur agricole du Brésil, a présenté un exemple de production à grande échelle tout en reconnaissant que la traçabilité doit être abordée par produit et par chaîne d'approvisionnement, car aucune solution unique ne peut convenir à tous les produits. Pour répondre aux enjeux liés à l'échelle et à la traçabilité, le Mato Grosso a développé CAR Digital 2.0, un système automatisé de validation et de recoupement des informations géoréférencées permettant de réduire considérablement les délais de traitement des enregistrements. L'État a également créé le Passeport Vert, conçu pour l'identification et le suivi individuel des bovins tout au long de leur cycle de production : naissance, transport, engraissement et abattage. L'objectif est de réduire la part des fournisseurs indirects, responsables d'une part importante du risque de déforestation.

Barrières

- Fragmentation de l'information entre les entités et manque d'interopérabilité entre les plateformes et les systèmes de surveillance.
- Manque d'interopérabilité entre les systèmes et absence de méthodologies communes en matière de géolocalisation, de définition des forêts, d'alertes à la déforestation, de légalité et de diligence raisonnable.
- Coordination effective limitée entre les gouvernements nationaux et infranationaux.
- Lacunes en matière de connectivité, d'infrastructures numériques et de capacités techniques dans les zones de production rurales.
- Les coûts de mise en conformité peuvent exclure les petits producteurs ou concentrer les avantages entre les mains d'acteurs plus importants et mieux organisés.
- Incertitude juridique concernant les terres, registres fonciers incomplets et difficulté à valider les informations relatives aux propriétés.

- Le manque de sensibilisation ou les interprétations divergentes des exigences en matière de diligence raisonnable comportent le risque que chaque acheteur impose des formats différents.
- Capacité de sanction ou de contrôle limitée dans les territoires où l'expansion productive se mêle aux économies illégales, aux changements d'affectation des terres ou aux pratiques historiques de déforestation.
- Faible intégration du secteur financier territorial et des consommateurs dans les stratégies de traçabilité et de durabilité.
- Risque que la traçabilité soit perçue uniquement comme une exigence commerciale, sans prise en compte des droits, de la légalité, des communautés et de la transformation productive.

Actions prioritaires

- Définir une feuille de route pour le GCF Task Force en matière de traçabilité et de produits sans déforestation, en différenciant les conditions favorables, le rôle infranational et les exigences par chaîne de production.
- Positionner le GCF Task Force comme une plateforme d'échange de solutions et de leçons apprises, par exemple Green Seal, Digital CAR, Green Passport et Guardian Florestal .
- Renforcer l'interopérabilité entre les systèmes d'information, notamment les données sur les propriétés, les producteurs, la surveillance forestière, la légalité, les certifications, les embargos et la traçabilité commerciale.
- Promouvoir des tables rondes multipartites pour chaque chaîne de production, avec la participation des producteurs, des gouvernements, des associations professionnelles, des acheteurs, des agences de coopération, de la société civile, du secteur financier et des plateformes de données.
- Promouvoir le développement ou le renforcement des bases de données infranationales capables de s'intégrer aux systèmes nationaux et de répondre aux exigences internationales.
- Concevoir des mécanismes d'assistance technique pour les petits producteurs, en mettant l'accent sur le géoréférencement, la légalité, l'utilisation des plateformes, la régularisation et les pratiques de production durables.
- Créer ou adapter des instruments financiers permettant aux producteurs de satisfaire aux exigences de traçabilité, de convertir les systèmes de production et d'accéder à des certifications ou des rapports vérifiables.
- Élaborer des lignes directrices communes en matière de vérification préalable, de légalité et de suivi, afin d'éviter la duplication des exigences entre les acheteurs et de réduire les charges administratives.
- Renforcer la traçabilité des fournisseurs indirects dans les chaînes complexes, notamment dans l'élevage bovin, où le risque ne se limite pas au fournisseur direct de l'abattoir ou à l'acheteur final.

- Veillez à ce que la traçabilité comprenne des composantes sociales et relatives aux droits, et pas seulement la vérification de l'absence de déforestation.

b. Approches régénératrices : élevage bovin, agriculture et accès aux marchés

MODÉRATEURS :

- Rosa Maria Vidal, conseillère principale, Groupe de travail du Fonds vert pour le Mexique
- Carlos Aragon, directeur national de la Force opérationnelle du Fonds vert pour le Brésil

INTERVENANTS :

- Arturo Tovar, responsable mondial du développement commercial et des initiatives d'innovation, LandScale , Rainforest Alliance
- Guilherme Ponce, responsable du développement des relations extérieures, CDP
- Lina Peñuela , coordinatrice du Fonds régional Amazonie - UK PACT, ambassade britannique à Bogota
- Juan Pablo Jaramillo, secrétaire à l'Environnement et à l'Agriculture du département de Caquetá, en Colombie
- Kaoma Martinez Romero, secrétaire à l'Agriculture et au Développement productif, département de Vaupés, Colombie
- Daniel Graf Pérez, directeur général des ressources naturelles, Jalisco, Mexique
- Albeiro Pachón Abril, Professionnel, Secrétariat de l'Agriculture et de l'Environnement, Département de Guaviare, Colombie
- Alex Sandro Antonio Marega , secrétaire exécutif à l'environnement, Mato Grosso, Brésil
- Antero Martínez González, directeur régional des ressources naturelles, Piura, Pérou
- Frank Eduardo Sánchez Romero, directeur régional de l'environnement, gouvernement régional de La Libertad, Pérou

PARTICIPANTS :

- Kelly Johanna Castañeda Ruiz, secrétaire à l'Agriculture et à l'Environnement du département de Guaviare, en Colombie
- Alejandro Mendez Lopez, Secrétaire à l'Environnement, Michoacán, Mexique
- Fredrikke Storaker Kilander , conseiller principal, Agence norvégienne de coopération au développement (NORAD), Département du climat, de la nature et du secteur privé – Section des forêts

- Borghild Tønnessen-Krokan , conseiller principal, Agence norvégienne de coopération au développement - NORAD, Département du climat, de la nature et du secteur privé - Section forestière
- Vladimir Libreros , coordinateur de projet, Action pour la forêt
- Pilar Saez Choquehuanca , GCF Task Force Pérou et MDA
- Francisco Ruiz, TEFOS
- Diego Armando Jimenez, Université des Amériques
- Wilmer Silva Castro, équipe de conservation de l'Amazonie
- Yarely Ortiz Guerrero, coordonnateur régional, Alisos
- Angélica Narváez, Directrice - Pilier Bioéconomie, Alisos
- Juliana de Moraes Pinheiro, directrice principale des villes, pays et régions, CDP
- Jorge Carillo , conseiller technique, GiZ
- Andrés Santana Bonilla, responsable principal de la lutte contre la déforestation illégale, Association pour la conservation de l'Amazonie



Les approches régénératrices doivent passer des projets pilotes à une extension à plus grande échelle, intégrant politiques publiques, mécanismes de marché, instruments de financement, systèmes de mesure vérifiables et stratégies territoriales capables de générer des profits pour les producteurs et des bénéfices environnementaux mesurables. La session a mis en évidence des obstacles liés à la mesure, au financement, à la gouvernance, aux marchés, à la continuité institutionnelle, aux infrastructures, au régime foncier, à l'accès aux technologies, aux coûts de certification et à la résistance initiale des producteurs. Parallèlement, des opportunités sont apparues concernant le positionnement de produits sans déforestation, la différenciation des marchés, les systèmes de garantie participatifs, les écoles de terrain, la bioéconomie, les biocarburants, les

paysages bioculturels, la restauration productive, la rémunération des services environnementaux et l'intérêt croissant du secteur privé pour les approches paysagères.

Les données sont essentielles à la crédibilité du marché

Rainforest Alliance a identifié trois obstacles majeurs : des méthodologies incohérentes, des délais trop longs et une gouvernance fragmentée. La plateforme LandScale, une initiative conjointe de Rainforest Alliance et de Conservation International, a été présentée comme une solution à l'échelle du paysage pour organiser les données, valider les informations et communiquer les résultats de manière crédible aux entreprises, aux investisseurs et aux gouvernements. <https://www.landscape.org/>

Le CDP a complété ce point de vue en soulignant que le marché commence à valoriser les approches territoriales et paysagères, mais se heurte encore à des difficultés pour rémunérer des pratiques qu'il ne peut vérifier. La participation des États a été présentée comme un élément qui confère de la légitimité, réduit le risque d'écoblanchiment et permet aux entreprises et aux investisseurs de faire confiance aux résultats publiés. La collecte de données est complexe et les entreprises doivent être en mesure de mesurer les indicateurs clés de performance (ICP).

L'expérience colombienne

L'ambassade britannique à Bogota a partagé de précieux enseignements tirés de son expérience en matière d'élevage durable et régénérateur. Il a été souligné que les programmes d'assistance technique doivent être adaptés aux contextes locaux spécifiques et impliquer les autorités infranationales. Dans le cas des éleveurs locaux, un enseignement clé a été la nécessité de travailler sur le changement de comportement. Les producteurs ayant initialement manifesté une plus grande volonté d'adaptation ont été privilégiés, les résultats obtenus servant de preuve de concept. Le potentiel des systèmes de garantie participatifs a également été mis en avant, permettant aux communautés elles-mêmes de vérifier les bonnes pratiques et de renforcer la confiance locale.

Le Caquetá est l'une des principales régions d'élevage bovin de Colombie, avec environ 2,5 millions de têtes de bétail. Le gouvernement départemental a encouragé des initiatives axées sur la modernisation, le renforcement des petits et moyens producteurs, la mise en place d'accords de conservation, l'utilisation de machines agricoles et l'amélioration des capacités de production. L'importance de la loi colombienne sur la traçabilité du bétail a été soulignée : elle permet de retracer l'origine d'un animal, sa croissance, l'exploitation où il est élevé et de vérifier si cette exploitation respecte les pratiques d'élevage sans déforestation. Il a toutefois été noté que sa mise en œuvre doit tenir compte des réalités locales, telles que le régime foncier informel,

l'existence de la loi n° 2 (loi protégeant le bétail), les zones de parcs et les limitations du réseau routier.

Le département de l'Agriculture et du Développement productif de Vaupés a proposé une approche communautaire fondée sur l'écoute des besoins locaux, la conservation de l'eau, l'évaluation des parcelles agricoles traditionnelles (chagras), des accords techniques et culturels, des pratiques de démonstration, des services de vulgarisation, des écoles de transmission des savoirs et la participation des communautés, des femmes, des jeunes et des familles. La chagra , système vivant d'agriculture régénératrice, repose sur les savoirs ancestraux, la gestion culturelle du territoire, les cycles de régénération des sols, la conservation de l'eau et la transmission intergénérationnelle. La chagra n'est pas seulement un espace de subsistance, mais aussi une opportunité de développement économique compatible avec la conservation et la bioéconomie. Le message central était que l'expertise technique devait compléter les savoirs traditionnels sans les remplacer.

Bien que le département de Guaviare conserve près de 70 % de sa couverture forestière, il subit une forte pression due à l'élevage extensif, à l'accaparement des terres, aux routes illégales et à la concentration des sols. Le département s'attache à permettre aux communautés de rester sur leurs territoires grâce à des activités productives durables, une gestion forestière responsable, la transformation des produits, des systèmes agroforestiers, des plantations forestières et un élevage régénérateur. Les communautés autochtones, la décision n° 4360 et la certification « zéro déforestation » sont des voies d'accès essentielles à des marchés diversifiés. Il a été constaté que les petits producteurs bénéficient généralement d'un soutien institutionnel plus important, tandis que les grands acteurs peuvent déboiser des centaines d'hectares et anéantir les progrès réalisés par de nombreuses familles.

L'expérience de Jalisco : écoles de terrain, viande issue d'élevages sans déforestation et restauration productive

La majeure partie de la dégradation et de l'évolution du couvert forestier de Jalisco est liée à l'élevage. L'État a donc élaboré une stratégie d'élevage durable articulée autour de quatre axes : la production de viande bovine sans déforestation, la création de centres de formation pratique, la restauration productive des forêts et la gestion des incendies. Ces centres de formation pratique permettent aux producteurs voisins d'apprendre les techniques d'utilisation des intrants biologiques, l'élevage régénératif, les clôtures électriques, la gestion intégrée des forêts, ainsi que l'agroforesterie et les systèmes sylvopastoraux . Cette stratégie a permis le lancement de CaLibre , une marque locale spécialisée dans la viande issue d'élevages respectueux de l'environnement, avec des boucheries et des partenariats avec des hôtels et des marchés urbains. Jalisco a également présenté une stratégie étatique pour la restauration des forêts, la

rémunération des services environnementaux par le biais de fonds de contrepartie et la création de paysages bioculturels. Ces paysages, bien que non équivalents aux aires protégées, sont pertinents pour la gestion des terres, la différenciation des produits et l'intégration de la production à la conservation.

Intensification durable pour atténuer la pression sur les écosystèmes forestiers

L'État du Mato Grosso, au Brésil, important producteur de céréales et d'élevage, a considérablement réduit la déforestation tout en augmentant sa production. Il a misé sur les biocarburants, notamment l'éthanol de maïs, comme stratégie pour accroître sa productivité sans étendre les terres agricoles. Ce modèle intègre le soja, le maïs, l'éthanol, les drêches de distillerie séchées (DDG), le pétrole, la bioélectricité et l'élevage. Les DDG, un sous-produit protéique de la production d'éthanol de maïs, sont utilisées comme aliment pour le bétail, ce qui permet d'intensifier l'élevage, de réduire les surfaces de pâturage et de diminuer la pression sur les forêts.

Piura a présenté une stratégie de restauration écologique articulée autour de quatre projets d'investissement public totalisant plus de 30 millions de soles, visant à rétablir les services écosystémiques, la régulation de l'eau et le couvert végétal dans les zones dégradées du haut plateau régional. La construction de barrages en terre servant de réservoirs communautaires pour capter l'eau dans les zones montagneuses a été mise en avant, ainsi que le travail direct mené avec les communautés rurales.

Coopération interrégionale en matière d'élevage caprin régénératif au Pérou

Piura (Pérou) a présenté son plan sur la Plateforme de la forêt sèche du Nord, qui regroupe les régions de Cajamarca (non membre du GCF Task Force), La Libertad, Lambayeque (observateur), Piura et Tumbes. Le groupe a défini cinq axes prioritaires pour promouvoir un élevage caprin durable et régénérateur : le renforcement de la base de production, la gestion environnementale durable, le développement des marchés et le financement, les capacités organisationnelles et coopératives, et une gouvernance adaptée. La plateforme a souligné le rôle essentiel du caroubier comme ressource fourragère clé pour les chèvres et la nécessité de consolider les filières de la viande et du lait.

4. Conditions favorables à la nouvelle économie forestière

a. Lutter contre l'exploitation forestière illégale : améliorer l'accès à la terre, la gouvernance, la collaboration et les technologies

MODÉRATEURS :

- Juliana Monsalve Páez , conseillère en climat et forêts, ambassade royale de Norvège, Colombie
- Marius von Essen, chercheur postdoctoral, UCLA

INTERVENANTS :

- Diego Quintero, chef de la Division de la criminalité organisée de l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime (ONUDC), a participé virtuellement.
- Felipe Botero Escobar, Directeur du Bureau régional andin de l'Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée (GI-TOC)
- Mauricio Mira Pontón , conseiller auprès du maire, Santiago de Cali, Colombie
- Alcy Pinedo , Avocat à l'Observatoire des conflits socio-environnementaux, Fondation pour la conservation et le développement durable (Fundación para la Conservacion y el Desarrollo Sostenible ; FCDS), Colombie
- Juliana Hurtado R., FCDS, Colombie



Le crime organisé contribue de plus en plus à la déforestation mondiale. L'exploitation minière aurifère illégale, l'accaparement des terres, l'exploitation forestière, l'élevage bovin, le trafic de drogue et d'espèces sauvages, ainsi que le blanchiment d'argent forment un réseau

interconnecté qui menace gravement les écosystèmes forestiers. Ces économies illicites mettent en péril la sécurité territoriale, la gouvernance efficace, les investissements durables, les moyens de subsistance légaux et la sécurité des communautés autochtones et locales.

CONALDEF, un exemple de coordination interinstitutionnelle en Colombie

Le Conseil national colombien de lutte contre la déforestation (CONALDEF) a été présenté comme un organe de coordination interinstitutionnel capable de coordonner les actions en matière de justice, de sécurité, d'environnement, de surveillance et d'action territoriale en partenariat avec les communautés locales. Le recours aux technologies, aux systèmes d'information géographique, au suivi par satellite et à l'analyse en temps réel a été identifié comme un élément indispensable pour orienter les enquêtes et les opérations. Toutefois, afin de réduire la dépendance à la mobilisation nationale, il demeure nécessaire de renforcer les capacités locales et régionales.

FCDS

La Fondation pour la conservation et le développement durable (FCDS) a abordé les défis de la gouvernance, de la sécurité multidimensionnelle et de la production d'informations stratégiques pour lutter contre les économies illégales en Amazonie. Il a été souligné que ces économies opèrent de manière organisée, tandis que les institutions ont tendance à réagir de façon fragmentée. Parmi les actions prioritaires figurent le dépassement de cette fragmentation institutionnelle par la mise en place de plateformes régionales permanentes, le renforcement de la coopération transfrontalière et l'intégration des organisations de la société civile afin de produire des informations stratégiques pour le suivi, le contrôle, la recherche et l'élaboration de politiques publiques.

FCDS a présenté des outils et des ressources tels que son observatoire des conflits environnementaux (<https://observatorioamazonia.fcds.org.co/>) et son projet « Amazonie en conflit » (Amazonie en conflit). en Rapport de Disputa). FCDS a également proposé une réunion virtuelle avec les membres du GCF Task Force afin de présenter le Forum Amazon sur la sécurité multidimensionnelle et d'explorer les possibilités de collaboration.

L'importance des alternatives économiques légales

Cali, capitale du Valle del Cauca en Colombie, a partagé son expérience de lutte contre l'exploitation minière illégale dans le parc national naturel des Farallones de Cali, un écosystème stratégique pour l'approvisionnement en eau de la ville et de la région. Ce cas a démontré l'importance de conjuguer mesures coercitives, technologies, paiements pour services environnementaux (PSE), entreprises vertes et collaboration avec le gouvernement national. Afin de concurrencer les économies illégales, Cali a renforcé les PSE et les paiements pour les entreprises vertes destinés aux agriculteurs et aux communautés des zones tampons et a

embauché d'anciens mineurs illégaux comme gardes forestiers et agents du parc. Il est également possible d'impliquer le secteur privé par le biais d'incitations fiscales à l'investissement dans la conservation.

Un nouveau partenariat

Le GCF Task Force et l'Initiative mondiale contre la criminalité transnationale organisée (GI-TOC), en sa qualité de secrétariat technique de la Coalition Villes et Régions unies pour la biodiversité contre les économies illicites, ont clôturé leur session de travail par la signature d'une lettre d'intention visant à protéger les forêts et à améliorer l'accès aux données pour lutter contre la criminalité forestière. Parmi les actions prioritaires figurent l'élaboration d'un plan de travail conjoint pour l'échange d'expériences, le renforcement des capacités et le positionnement politique des gouvernements infranationaux ; l'identification des juridictions du Groupe de travail du FVC les plus exposées à l'exploitation minière illégale, à l'exploitation forestière illégale, à l'accaparement des terres, au trafic d'espèces sauvages et aux économies illicites liées à la déforestation ; et la mise en place de mécanismes de coopération technique pour aider les gouvernements infranationaux à mieux appréhender leur rôle dans la lutte contre la criminalité environnementale organisée.

Actions prioritaires

- Reconnaître l'illégalité comme une condition essentielle à la réussite et formuler une feuille de route du Groupe de travail du Fonds vert pour le climat sur la criminalité environnementale organisée.
- Cartographie des zones sensibles, renforcement de la traçabilité de l'or, lutte contre les structures criminelles et les flux financiers.
- Renforcer l'interopérabilité, les postes de commandement unifiés, les groupes de travail régionaux et les capacités locales.
- Enquêter sur les divisions foncières illégales, les ouvertures de routes, les accaparements de terres et les ventes illégales de terrains.
- Transformer la surveillance par satellite, les outils de géovisualisation et les alertes en décisions de contrôle, de judiciarisation et de réglementation.
- Renforcer le Forum amazonien sur la sécurité multidimensionnelle et établir des liens entre les gouvernements infranationaux et le Groupe de travail du Fonds vert pour le climat.
- Accroître les paiements pour les services environnementaux, les entreprises vertes, la bioéconomie et la reconversion des acteurs locaux.
- Mettre en place des capteurs, des pièges photographiques, des images satellites et des panneaux de contrôle partagés.

b. Relier les produits forestiers non ligneux de l'Amazonie au Pacifique

MODÉRATEURS :

- Francisco Ruiz, Programme TEFOS-Royaume-Uni
- Fernando Ramírez, Programme TEFOS-Royaume-Uni

INTERVENANTS :

- Viviana Obando, gestionnaire, RAP Pacífico
- Paola Pulido, Ambassade britannique, Colombie
- Carla Portillo, Ministère du Commerce, des Sciences et de la Technologie, Colombie
- Isabel González, Association des femmes Ayakuná et Comité des fruits amazoniens de Caquetá,
- Analiz Santos, spécialiste principale en affaires juridiques et conformité juridique, Amanatari
- Oseas Barbaran Sánchez, présidente de la Confederación de Nacionalidades Amazónicas del Perú - CONAP
- José Mattos, directeur exécutif, Viafloresta
- Vladimir Saguma Acha , coordinatrice de la gouvernance. Projet Forêt sèche, PROFONANPE

Les produits forestiers non ligneux (PFNL) représentent une opportunité de renforcer les moyens de subsistance légaux, durables et culturellement pertinents, à condition que les obstacles réglementaires et financiers auxquels les communautés sont confrontées soient résolus.

Pour promouvoir des pratiques de bioéconomie durable, les cadres réglementaires relatifs aux PFNL doivent être revus et adaptés en tenant compte des besoins des communautés. Cela implique la mise en œuvre de processus participatifs tels que des visites de territoire menées par les autorités, des ateliers communautaires et des accords vérifiables, tout en réduisant le coût des permis, en simplifiant les procédures et en créant des opportunités pour les communautés autochtones et locales ayant fait leurs preuves en matière de pratiques durables. De plus, les efforts devraient porter sur le renforcement des capacités communautaires, le développement de mécanismes financiers flexibles, la promotion des échanges de connaissances à l'échelle régionale, la garantie d'une participation inclusive et l'alignement des stratégies de bioéconomie sur la prévention de la déforestation, la restauration des écosystèmes, la sécurité territoriale et la réduction des économies illégales. Il est important de noter que l'Amazon Investor Coalition a offert son soutien aux processus d'échange technique et à la coordination avec les organisations autochtones panamazoniennes.

Les PFNL et les obstacles réglementaires en Colombie

Ayakuná, une association de femmes entrepreneures, et le Comité des fruits amazoniens ont présenté l'expérience d'une organisation communautaire à Belén de los Andaquíes, Caquetá, Colombie. Belén de los Andaquíes affiche l'un des taux de déforestation les plus faibles du Caquetá, et l'expérience d'Ayakuná illustre le lien direct entre conservation, moyens de subsistance légaux, leadership des femmes rurales et préservation des forêts. Cependant, d'importants obstacles réglementaires, techniques et financiers freinent la participation des communautés à la bioéconomie. Les réglementations visant à protéger les ressources génétiques contre la biopiraterie ont freiné la commercialisation communautaire, et il est nécessaire de distinguer les processus communautaires des dynamiques d'extraction à grande échelle. Il est également nécessaire de réduire le coût des permis de récolte et de simplifier les procédures pour les organisations communautaires, notamment lorsqu'une gestion durable est démontrée.

Comblant les écarts entre la réglementation et les réalités territoriales à Loreto, au Pérou

Amanatari a présenté son travail auprès des communautés de Loreto, notamment l'expérience de la communauté Sucusari concernant l'utilisation de l'aguaje et de ses fibres pour la production artisanale. Au Pérou, le Service national des forêts et de la faune sauvage définit des directives techniques pour l'utilisation des PFNL, tandis que les gouvernements régionaux délivrent les permis. Il existe un décalage important entre les exigences de la norme et la réalité du terrain pour les communautés. Les formulaires et les exigences sont complexes pour ces dernières, et le coût du processus peut atteindre environ 10 000 dollars.

Les communautés possèdent déjà des connaissances sur les pratiques durables et des systèmes de gestion consolidés et devraient être consultées avant toute modification des directives. Amanatari a organisé une visite des autorités auprès de la communauté de Sucusari en mars 2026, ce qui a permis d'établir un plan de travail pour la mise à jour des directives d'ici août.

CONAP et les communautés autochtones de l'Amazonie péruvienne

CONAP représente environ 1 000 communautés autochtones de l'Amazonie péruvienne. L'organisation a souligné que l'économie autochtone doit améliorer la qualité de vie, tandis que les bioentreprises doivent reconnaître la culture, les savoirs traditionnels et l'autonomie organisationnelle des peuples autochtones. La reconnaissance des titres fonciers et la sécurité d'occupation demeurent des conditions essentielles à la gestion territoriale et à une participation effective à la bioéconomie.

Les actions prioritaires recommandées comprennent :

- Simplifier les procédures administratives relatives aux permis, aux financements et à l'assistance technique.

- Renforcer les associations et les entreprises dirigées par des femmes autochtones, car elles sont des actrices essentielles de la génération de revenus, notamment grâce à l'artisanat, aux fibres, aux plantes médicinales et aux autres PFNL.
- Consolider les espaces permettant une participation effective dans la sphère politique.
- Élaborer un programme régional impliquant les peuples autochtones, les communautés locales, les gouvernements infranationaux, le gouvernement national et les agences de coopération internationale.

La bioéconomie au Brésil – des politiques publiques à la mise en œuvre

L'Amazon Investor Coalition a mis en lumière l'expérience brésilienne en matière de bioéconomie et a souligné que celle-ci ne résulte pas d'un intérêt récent des marchés, mais est profondément ancrée dans les pratiques communautaires et autochtones. L'importance de la délimitation et de la reconnaissance des territoires, des réglementations relatives à l'accès au patrimoine génétique et au partage des avantages, ainsi que la nécessité d'une traçabilité adéquate pour garantir que les bénéfices parviennent aux communautés qui fournissent les ressources ont été soulignées.

Il est nécessaire de renforcer l'éducation financière, entrepreneuriale et juridique des communautés autochtones et traditionnelles ; d'investir dans les infrastructures de la bioéconomie ; de développer des mécanismes de financement mixtes combinant capital philanthropique, ressources publiques, capital naturel et initiatives gouvernementales ; et de promouvoir le dialogue transrégional entre tous les acteurs.

Profonampe et le projet de forêt sèche : gouvernance multiniveaux et multi-acteurs dans les communautés paysannes

Le projet Forêt sèche a été présenté comme une opportunité de bioéconomie au-delà de l'Amazonie. Les forêts sèches péruviennes sont concentrées dans les départements de Lambayeque, Piura, et dans ceux de La Libertad et Tumbes, nouveaux membres du Groupe de travail sur le Fonds vert pour le climat (FVC). Une gouvernance multiniveaux et multipartite est indispensable à des processus de développement territorial durable.

Les actions prioritaires identifiées comprennent le renforcement des comités techniques territoriaux liés à la forêt sèche, à l'élevage caprin, à l'apiculture, à la caroube et à d'autres filières de production ; la coordination des institutions déjà actives sur le territoire (par exemple CARE Pérou, PROCAP et les entreprises agro-industrielles et hydrobiologiques intéressées par la restauration et la gestion durable) ; le renforcement de la coopération régionale par la co-conception de programmes (par exemple la Plateforme des forêts du nord du Pérou) ; et le développement des capacités de plaidoyer politique au sein des communautés et auprès des acteurs territoriaux.

5. Restauration et résilience

a. Gestion intégrée des incendies : de l'Amazonie à la Californie

MODÉRATEURS :

- Francisco Ruiz, directeur exécutif, Action pour la forêt
- Iván Fernández, Coordinateur FIIAPP Amazonía +

INTERVENANTS :

- Marisol Yabeta Azaeda , secrétaire au Développement durable et à l'Environnement, Santa Cruz, Bolivie
- Marcos Bauch , coordonnateur de projet – Centre mondial de gestion des incendies, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
- Hugo Carvajal, Expert en gouvernance forestière pour Amazonía +, Expertise France
- Encarnación Porras, Consultante pour Amazonía +, FIIAPP
- Vladimir Libreros , coordinateur de projet, Action pour la forêt
- Daniel Melling, directeur marketing, CTrees
- Fabiano Silva, consultant, Conservation XLabs



La session de travail a mis l'accent sur l'urgence de passer d'une gestion réactive des feux de forêt, axée sur la suppression des incendies, à un modèle de gouvernance systémique et proactif pour la gestion intégrée des feux (GIF) en Amazonie. Face à la variabilité climatique – notamment les épisodes El Niño les plus intenses – qui allongent les saisons des feux et

accroissent les risques écologiques en Amérique latine, les participants ont souligné que la gestion des feux n'est plus seulement une question d'urgence, mais un élément essentiel de l'aménagement du territoire, de la gouvernance territoriale et de la résilience climatique.

Les principaux acteurs des gouvernements infranationaux, des communautés autochtones et des agences techniques internationales (FAO, CTREES, Conservation X Labs) ont noté que, malgré l'existence de projets pilotes et de bonnes pratiques locales, le principal défi consiste à institutionnaliser ces efforts dans le cadre de politiques publiques pérennes. La session a souligné le rôle crucial des gouvernements infranationaux comme lien entre les cadres nationaux et leur mise en œuvre sur le terrain. En intégrant les savoirs ancestraux aux outils technologiques modernes (tels que la surveillance par satellite et la cartographie des combustibles), les entités infranationales peuvent transformer le feu, d'une menace, en un élément gérable de la santé du territoire. La réunion a confirmé que pour y parvenir, il est nécessaire de passer d'un financement fragmenté et axé sur des projets à des alliances durables et multipartites qui privilégient la prévention, le renforcement des capacités et la coopération régionale.

Arbres C

CTrees est une organisation à but non lucratif basée en Californie qui a cartographié la biomasse de chaque hectare de terre sur Terre. Elle propose plusieurs jeux de données en accès libre, notamment les alertes de changement d'affectation des sols (LUCA), qui détectent les modifications de la forêt dues aux incendies, à la déforestation et à la dégradation des sols toutes les quelques semaines. Au-delà de la science, de la recherche et du développement des données, CTrees privilégie les solutions fondées sur la nature, telles que les évaluations REDD+ menées par les différentes juridictions.

Récemment, ils se sont également concentrés sur la prévention des incendies selon trois axes : la cartographie des combustibles (végétation vivante et morte), la surveillance de l'humidité et la modélisation du comportement du feu à partir des résultats de la cartographie des combustibles et de l'humidité.

Laboratoires Conservation X (CXL)

Un nouveau fonds d'investissement de CXL, baptisé Fonds Feux Amérique du Sud, financera des actions de prévention des incendies et de gouvernance résiliente dans les zones prioritaires de l'Amazonie, du Pantanal et de la Chiquitania, au Brésil, en Bolivie et au Pérou. Ce fonds vise à vérifier l'efficacité d'un ensemble de mesures systémiques dans ces municipalités cibles. À terme, sur trois ans, il s'agit de démontrer qu'il est possible d'intensifier la lutte contre les feux de forêt grâce à des dons philanthropiques et à une coordination avec les autorités municipales, étatiques et fédérales.

Santa Cruz, Bolivie

En réponse aux incendies catastrophiques de 2024, le service des incendies de Santa Cruz a créé un service intégré de gestion des incendies, une première aux États-Unis. Outre la réduction des combustibles et d'autres mesures préventives, ce service propose des formations techniques, du matériel spécialisé et des outils de première intervention afin de renforcer les capacités opérationnelles de la communauté en cas d'urgence. Il a également mis en place un centre de surveillance complet et un système d'alerte précoce.

Obstacles :

Les participants ont identifié plusieurs obstacles récurrents qui entravent la mise en œuvre efficace de la gestion intégrée des aliments (GIA) dans la région amazonienne :

- Fragmentation institutionnelle : Il existe un décalage important entre les cadres politiques nationaux et leur mise en œuvre au niveau infranational. De nombreux gouvernements infranationaux n'intègrent pas formellement la gestion intégrée des eaux dans leurs politiques publiques permanentes et s'appuient plutôt sur un soutien ponctuel et spécifique à chaque projet.
- Modèles de financement réactifs : les ressources financières sont largement liées aux cycles d'intervention d'urgence. Les fonds n'arrivent généralement que lorsque les incendies sont actifs, ce qui empêche l'allocation de budgets pérennes pour la prévention à long terme, le renforcement des capacités et l'entretien du matériel.
- Inefficacités opérationnelles : Les brigades de volontaires communautaires, qui sont souvent les premiers intervenants, opèrent dans des conditions difficiles et manquent de ressources essentielles comme le transport, le matériel de communication et la formation spécialisée.
- Dévalorisation des savoirs traditionnels : Il subsiste une sous-évaluation systémique des pratiques ancestrales de gestion du feu, qui sont souvent perçues uniquement comme des risques plutôt que comme des outils stratégiques de gestion des paysages et d'entretien agricole.
- Lacunes en matière de données et d'informations : Bien que les données soient produites localement, elles demeurent dispersées et inaccessibles. Il n'existe pas de systèmes centralisés, normalisés et conviviaux permettant de transformer ces données brutes en outils d'aide à la décision exploitables pour les administrateurs locaux.

Actions prioritaires

Pour surmonter ces obstacles, la session a mis en lumière plusieurs actions essentielles pour les gouvernements infranationaux et régionaux :

- Institutionnalisation des politiques de gestion intégrée des incendies : les gouvernements doivent aller au-delà des projets pilotes en créant des unités ou des services dédiés (par exemple, un « service ministériel de gestion intégrée des incendies ») au sein de leurs structures administratives afin d'assurer la continuité au-

delà des cycles politiques et de mettre l'accent sur la prévention, et non plus seulement sur la réponse aux situations d'urgence.

- Renforcement des brigades communautaires : Il est essentiel de formaliser et d'équiper les brigades de volontaires locales avec un financement permanent, une technologie appropriée (drones, pompes à eau) et une formation technique continue afin d'améliorer leur efficacité opérationnelle.
- Augmenter le financement des opérations et améliorer la viabilité financière.
- Améliorer la prise de décision fondée sur les données : le développement et l'adoption de centres de surveillance avancés fournissant des alertes incendie quasi en temps réel et une modélisation prédictive (tels que les systèmes évoqués par CTREES) sont essentiels pour une gestion proactive plutôt que réactive.
- Coordination horizontale et verticale : faciliter un dialogue constant entre les juridictions voisines, les gouvernements nationaux et les agences internationales est nécessaire pour rationaliser les processus bureaucratiques et harmoniser la terminologie, la formation et les protocoles de réponse.
- Intégrer les savoirs ancestraux et autochtones : Promouvoir les échanges interculturels et impliquer les communautés autochtones en tant qu'acteurs et décideurs clés dans la gouvernance des feux est essentiel pour restaurer la « culture du feu » et tirer parti des stratégies de gestion ancestrales.

Opportunités émergentes

Malgré les défis, la session a identifié des pistes prometteuses pour faire progresser l'IFM :

- Réseaux et accords régionaux : Des initiatives telles que le Réseau amazonien de gestion intégrée des feux (RAMIF) de l'Organisation du traité de coopération en Amazonie (OTCA) offrent un cadre solide pour l'entraide, l'échange de connaissances et la diffusion des bonnes pratiques au-delà des frontières. Le RAMIF a récemment organisé ExpoMIF, un événement visant à partager les meilleures pratiques en matière de gestion intégrée des feux en Amazonie. Cet échange a abouti à des dizaines d'accords volontaires et à 54 exemples de bonnes pratiques et d'expériences, consultables sur <https://www.expomif.org/>
- Innovation technologique : Les partenariats avec des organisations scientifiques et des pôles technologiques (par exemple, CTREES, Conservation X Labs) offrent de nouveaux outils pour la cartographie 3D des combustibles, la surveillance de l'humidité et la prédiction du comportement du feu basée sur la physique, permettant des interventions préventives plus précises.
- Investissement philanthropique et international : Le lancement de fonds dédiés, tels que le Conservation X Labs South America Fire Fund, témoigne de l'intérêt croissant de la philanthropie internationale pour une réorientation des incitations, passant de la répression à la prévention et à une gouvernance résiliente.

- Exemples de réussite : L'expérience de Santa Cruz, en Bolivie, constitue un modèle à fort impact pour d'autres juridictions, démontrant que l'élaboration de politiques départementales complètes et de systèmes d'alerte précoce peut conduire à une réduction significative des zones touchées, même dans des conditions climatiques difficiles.
- Gouvernance territoriale inclusive : On reconnaît de plus en plus le rôle des femmes et des leaders autochtones dans la gestion des feux, ce qui offre l'occasion de bâtir des tissus sociaux plus résilients en intégrant diverses perspectives locales aux structures de gouvernance formelles. Voir l'initiative de la Fundación Amigos de la Naturaleza sur <https://www.fan-bo.org/index.php/que-hacemos/comunidades-y-ciudades-resilientes>

b. Restauration des écosystèmes : études de cas, défis et pistes de passage à l'échelle

MODÉRATEURS :

- Syahrina D. Anggraini , directrice nationale du GCF Task Force en Indonésie
- Fakhri Rhamadian Hidayat , Coordination pays, GCF Task Force Indonésie

INTERVENANTS :

- Hairil Anwar, chef de l'Agence environnementale, Kalimantan occidental, Indonésie
- Magdalena Torres Abarca , secrétaire à l'Environnement et à l'Histoire naturelle de l'État du Chiapas, Mexique
- Nasly Fernanda Vidales González, Sous-secrétaire des projets de viabilité environnementale, Département de Valle del Cauca, Colombie
- Julio Cesar Benites , directeur régional du développement économique, Tumbes, Pérou
- Andrés Zuluaga , directeur de la conservation pour la région NASCA, The Nature Conservancy (TNC)
- Blanca Lucía Echeverry , coordinatrice nationale, IRI Colombie, Interfaith Rainforest Initiative

PARTICIPANTS :

- Marcello Lelis , secrétaire à l'Environnement, aux Ressources en eau et au Climat, Tocantins, Brésil
- Francisca Arara , Secrétaire spéciale aux peuples autochtones - SEPI, Acre, Brésil
- Jaksilande Araújo de Lima, président de l'Institut sur le changement climatique (IMC), Acre, Brésil

- Estiko Wiradyo , chef de la division de la planification, Agence des forêts et de l'environnement, Papouasie, Indonésie
- Neyra Silva Rosado, Secrétaire au développement durable, État du Yucatán, Mexique
- Daniel Graf Pérez, directeur général des ressources naturelles, Jalisco, Mexique
- Jimmy Walter Susanto, Chef du Département des forêts, Papouasie Barat, Indonésie
- Luis Giovanni Santos González, sous-secrétaire à l'Environnement et aux Ressources naturelles, Tabasco, Mexique
- Diogo Martins Rosa, directeur de la gouvernance climatique, SEDAM, Rondônia, Brésil
- Maria Beatriz Saldanha, consultante, Fonds de défense de l'environnement (EDF)
- Luciana Carrijo , spécialiste de projet – Environnement et changement climatique, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)
- Willinton Murillo Quinto, chef d'équipe COCOMACIA REDD+ , Terra Global Capital
- Nicia Coutinho, directrice pour le Brésil - ICGT, Tendances forestières



La restauration implique non seulement le rétablissement du couvert végétal, mais aussi la reconstitution des fonctions écologiques, le renforcement des moyens de subsistance, la réduction des pressions sur les forêts et les zones humides, la mobilisation de financements, l'intégration des connaissances scientifiques et locales et le renforcement des capacités communautaires à long terme. Cette session a permis de mettre en évidence des lacunes récurrentes : insuffisance de financement, difficultés de suivi, nécessité de validation sur le terrain, coordination limitée entre les différents paliers de gouvernement, lacunes réglementaires, dépendance à l'égard de la coopération extérieure et besoin d'instruments de politiques publiques assurant la continuité.

Restauration : bien plus qu'une intervention technique.

L'organisation The Nature Conservancy (TNC) a présenté la restauration comme un élément central des solutions climatiques fondées sur la nature. Les approches de conservation stricte et de restauration dans les paysages productifs ne doivent pas être perçues comme des forces

opposées, mais plutôt complémentaires. Les stratégies climatiques nationales devraient intégrer la restauration des forêts, la lutte contre la déforestation et l'agroforesterie, les zones prioritaires étant identifiées en fonction du rapport coût-efficacité.

L'Initiative interreligieuse pour les forêts tropicales a souligné que la restauration ne saurait se réduire à une simple intervention technique. Elle exige la confiance, la légitimité sociale, le leadership communautaire, le dialogue entre les différents savoirs et la défense des droits. Ses actions prioritaires consistent à renforcer les réseaux communautaires et religieux ; à promouvoir la communication territoriale en incluant les peuples autochtones, les femmes, les jeunes, les leaders sociaux et les collectivités locales ; et à faire de la restauration une responsabilité partagée.

À

Tumbes, au Pérou, un projet a été présenté visant à cartographier les zones dégradées à partir d'images satellitaires afin d'orienter les projets de restauration écologique. Des données géographiques, écologiques et de terrain sont nécessaires pour une prise de décision éclairée.

Le comté de Cauca, en Colombie, dispose d'un plan de développement forestier qui comprend l'harmonisation de la planification environnementale, de la gestion des bassins versants et de la bioéconomie ; encourage la récolte légale et la traçabilité du bois ; caractérise les PFNL ; et promeut des incitations à la conservation et à la compensation environnementale.

Le Kalimantan occidental, en Indonésie, a présenté sa stratégie de restauration des tourbières, articulée autour de trois axes : la réhumidification, la revégétalisation et la revitalisation économique. Le processus comprend la mise en place d'infrastructures de réhumidification, la création de pépinières, la revégétalisation des zones brûlées ou dégradées, la promotion d'espèces polyvalentes, la réglementation des usages locaux et le soutien aux communautés par le biais de capitaux, de formations et de moyens de subsistance alternatifs. Des similitudes ont été relevées entre les forêts tropicales de Bornéo et de Caquetá.

L'État du Chiapas, au Mexique, a présenté son programme de restauration et d'assainissement des micro-bassins versants. Cette initiative comprenait la conservation des sols et de l'eau, l'aménagement de terrasses, la mise en place de barrières végétales, le reboisement, la création de pare-feu, l'installation de poêles à haut rendement énergétique et la création d'emplois communautaires. Des fonds publics de l'État ont été investis dans les micro-bassins versants, et les membres des ejidos (terres agricoles communautaires) ainsi que les communautés ont été rémunérés pour les travaux de restauration.

Conclusion et prochaines étapes

Prochaines étapes prioritaires :

- **Élaborer des feuilles de route pour le GCF Task Force :**
 - **Produits de base traçables et sans déforestation**
 - **crime organisé environnemental**
 - **installations régionales de bioéconomie**
- **Promouvoir le partage et l'échange de connaissances :** positionner le GCF Task Force comme une plateforme/un référentiel central pour les outils open source (par exemple, Green Seal, Digital CAR, Green Passport) et les meilleures pratiques techniques. Encourager les échanges interculturels et techniques au sein des juridictions et entre elles.
- **Développer des mécanismes de financement directs et flexibles :** explorer des structures ciblées, telles qu'un fonds de roulement du Groupe de travail du FVC, pour couvrir les coûts de préparation, de vérification et de transition des petits exploitants.
- **Améliorer l'assistance technique et le renforcement des capacités :** fournir aux petits producteurs un soutien dédié en matière de géoréférencement, de régularisation foncière et d'adoption de plateformes afin de prévenir leur exclusion du marché.
- **Pour remédier à la fragmentation institutionnelle et à l'instabilité politique :** promouvoir le dialogue et la concertation entre tous les paliers de gouvernement, les peuples autochtones et les autres parties prenantes ; institutionnaliser les politiques afin d'assurer la continuité au-delà des cycles politiques.

Ces séances de travail ont démontré que les gouvernements infranationaux et les dirigeants communautaires s'investissent activement dans la mise en place de cadres pratiques pour bâtir une nouvelle économie forestière. Afin de maintenir cette dynamique, le GCF Task Force doit désormais mobiliser son réseau pour harmoniser les systèmes fragmentés, garantir un accès équitable au financement et veiller à ce que des normes de durabilité rigoureuses protègent les petits exploitants et les communautés autochtones. Par ailleurs, le Groupe de travail du FVC atténuera l'instabilité politique en assurant la continuité grâce aux nouveaux gouverneurs élus et aux nouveaux fonctionnaires nommés, dans un contexte de forte instabilité politique cette année. Avec nos neuf nouvelles juridictions membres, nous poursuivrons ensemble le travail de construction d'une nouvelle économie forestière.